

Discours du Chef de l'Etat en réponse aux vœux du Corps Diplomatique.

Yaoundé, le 06 janvier 2012

- **Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique,**
- **Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Hauts-Commissaires,**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,**

Avant toute chose, je voudrais remercier votre Doyen pour les vœux et les propos si chaleureux qu'il a bien voulu, en votre nom, m'adresser ainsi qu'à mon épouse et au peuple camerounais. Je suis également très sensible aux encouragements amicaux qu'il m'a prodigués de votre part pour l'accomplissement de ma mission.

- **Mesdames et Messieurs les membres du Corps Diplomatique,**

Je suis heureux de vous retrouver en cette période de l'année où l'espoir l'emporte sur le pessimisme et la morosité.

Pour ce qui est du Cameroun, un grand espoir est né à la veille de cette Nouvelle Année.

Comme vous le savez, l'année qui vient de s'achever a été pour notre pays une étape importante, marquée par l'élection présidentielle du 09 octobre dernier. Ce scrutin aura lui-même donné, pour la première fois, l'occasion aux Camerounais de la diaspora de s'exprimer, par les urnes, pour choisir le Président de la République. C'était aussi la première élection présidentielle présidée par *Elections Cameroon*.

Le peuple camerounais, une fois de plus, a fait montre de sa maturité. Avec dignité et en toute liberté, il a participé à ce scrutin qui, en dépit des rumeurs et des prédictions de troubles de toutes sortes, s'est déroulé dans la paix et dans la transparence.

Le pays est resté calme. Les Camerounais ont fait leur choix de la façon la plus nette qui soit.

Vous avez été les témoins privilégiés de ces instants de notre vie nationale et avez même, pour certains, accompagné ce processus.

Pour notre part, nous avons tourné la page de l'élection présidentielle et avons entamé notre marche vers l'émergence, en nous fixant comme objectif la relance de la croissance qui devrait nous permettre de faire reculer la pauvreté et d'assurer de meilleures conditions de vie à notre population.

Nous savons que cela ne sera pas facile. En particulier parce que l'environnement international est loin d'être favorable. Si l'on excepte les pays dits « émergents », les perspectives de l'économie mondiale sont incertaines. Plusieurs grands pays occidentaux sont menacés de stagnation voire de récession. De plus, dans une économie mondialisée, le risque de contagion ne peut être totalement écarté.

Il n'est pas de mon propos de faire ici le procès de la mondialisation. Mais je ne peux que constater qu'au cours des dernières années la spéculation a désorganisé le système financier mondial et que la libération précipitée des échanges a perturbé le commerce international. Il sera, je crois, nécessaire de tirer les leçons des erreurs de ce passé récent. Il est aussi permis d'espérer que les grandes puissances, qui dominent l'économie mondiale, reprennent sérieusement leurs concertations pour mettre en place une régulation qui prenne en compte les intérêts des différentes catégories de pays : industrialisés, émergents et en développement. Or, l'on voit que pour le moment, l'heure est plutôt à la recherche de solutions pour les problèmes du monde occidental, c'est-à-dire les déficits budgétaires et les dettes souveraines.

Ainsi que je vous le disais l'an dernier à la même occasion, « les dérèglements qui ont provoqué la crise économique et financière n'ont pas trouvé de solutions définitives et un retour aux turbulences précédentes ne peut être totalement écarté ». Toutefois, il me paraît que quelque chose a changé. Les grandes puissances semblent avoir pris plus nettement conscience que le risque d'une récession généralisée ne pouvait être exclu et que seule une action d'ensemble, concertée, permettrait de l'éviter. Nous n'en sommes pas encore là, mais, à cet égard, le spectre de la grande crise des années 30 a sans doute joué un rôle déterminant.

Dans cette période incertaine, le Cameroun n'a d'autre choix que de se lancer dans la bataille de la relance avec les atouts qui sont les siens. C'est ce que j'ai dit il y a quelques jours à mes compatriotes. Pour gagner cette bataille, nous allons tout faire pour renverser les obstacles, l'inertie, la corruption, mais aussi changer de méthodes pour être plus efficaces. De plus, nous nous efforcerons de mobiliser, ensemble, notre population en faveur de ce grand dessein d'intérêt national.

Dans cette perspective, l'intégration régionale nous offre des possibilités qui ont été jusqu'à présent peu exploitées. Autant les progrès sont sensibles sur le plan institutionnel, autant les retombées se font attendre sur le plan économique. Le programme économique régional peine à se mettre en route. Pourtant, il y a tant à faire pour tirer parti de la complémentarité de nos économies, pour relier nos pays par un réseau de communications modernes, pour mettre en œuvre de grands projets inter-états et dans tant d'autres domaines. A titre d'exemple, il est regrettable que nos échanges commerciaux au sein de la zone CEMAC ne représentent qu'un pourcentage négligeable par rapport à l'ensemble de notre commerce extérieur. Sans doute faudra-t-il un sursaut de volonté politique pour accélérer le processus d'intégration régionale.

Dans la conduite de notre « nouvelle dynamique », nous serons heureux de continuer à bénéficier de l'appui et des conseils des institutions financières internationales, comme le FMI et la Banque Mondiale. L'aide des banques, fonds et agences de développement continuera de jouer un rôle important.

Le soutien de l'Union Européenne, l'un de nos principaux partenaires au développement, restera déterminant. Nous l'apprécierons d'autant plus que les pays amis qui la composent, connaissent eux-mêmes de graves problèmes qui, je l'espère, ne remettront pas en cause notre partenariat en gestation.

De la même manière, nous comptons beaucoup aussi sur nos relations bilatérales pour renforcer nos échanges commerciaux et notre coopération avec nos partenaires traditionnels européens et américains.

Parallèlement, nous continuerons à développer nos rapports avec la Chine qui devient pour nous un partenaire majeur, mais aussi avec le Japon, l'Inde, la Corée du Sud, la Turquie, le Brésil et tout autre pays ou grand groupe privé qui voudra bien s'associer avec nous pour participer à la mise en œuvre de nos grands projets.

L'attention que nous avons dû consacrer récemment à notre situation intérieure ne nous a pas empêchés d'observer la vie politique internationale et d'y participer.

Nous avons évidemment suivi avec le plus grand soin les événements survenus au nord de notre continent, désormais qualifiés de « printemps arabe ». On ne peut évidemment qu'éprouver de la sympathie pour les aspirations des peuples concernés à la liberté et à la justice, tout en regrettant les excès auxquels ces révoltes ont parfois donné lieu. La situation actuelle illustre bien les difficultés prévisibles de la transition entre l'autoritarisme et la

démocratie. Il reste à espérer que nos frères tunisiens, libyens et égyptiens trouveront leur voie en toute indépendance et dans la modération.

On a pu, à bon droit, regretter que notre organisation continentale n'ait joué qu'un rôle secondaire dans le traitement de ces crises où les grandes puissances étaient au premier plan. Nous payons ainsi le prix de nos différences d'opinions et de notre insuffisance de moyens. Il faudra en tirer les conséquences. Le jour où nous parlerons d'une seule voix, nous serons mieux écoutés et mieux entendus.

Alors que la situation se normalise en Côte d'Ivoire et, on doit l'espérer, en RDC, les tensions restent fortes dans la Corne de l'Afrique, particulièrement en Somalie. Dans cette région, la piraterie continue de sévir. Elle s'est également étendue dans le Golfe de Guinée, y compris dans notre espace maritime. Les dispositions que nous avons prises, la concertation avec nos voisins et la coopération avec certains pays occidentaux nous laissent penser que nous restons en mesure de la contenir.

Dans la zone sahélienne, une forme particulière de terrorisme continue de se propager. Les enlèvements d'étrangers se poursuivent, mettant aux prises les forces de sécurité des pays concernés et les auteurs de ces actes. Ce phénomène ne nous laisse pas indifférent, en raison de la relative proximité de la zone en question avec nos régions septentrionales. Nous restons vigilants.

Au Proche et au Moyen-Orient, nous constatons avec regret que les tentatives de règlement du problème israélo-palestinien sont au point mort, que les tensions avec l'Iran se durcissent et que la contestation en Syrie ne peut que compliquer la situation. Faudra-t-il attendre qu'elle échappe à tout contrôle pour que les grandes puissances et les Nations Unies – les seules en mesure d'intervenir – se saisissent résolument du problème dans son ensemble et essaient de trouver une solution conforme au droit international et à l'intérêt des peuples de la région.

J'observe aussi, pour le déplorer, que, contrairement à ce que l'on avait pu espérer, la réforme des Nations Unies marque le pas. L'Afrique demeure sous-représentée au Conseil de Sécurité, ce qui ne lui permet pas de peser suffisamment sur les décisions qui concernent l'ensemble de la communauté internationale, y compris celles qui touchent à ses propres intérêts. Il y a là, outre une injustice, le risque de ne pas prendre en compte la position des intéressés et de faire fausse route.

Avant de conclure, permettez-moi d'évoquer la catastrophe de Fukushima et le tremblement de terre qui ont endeuillé l'an dernier le Japon et la Turquie,

pour souligner le courage et l'abnégation des populations de ces deux pays amis en ces dramatiques circonstances.

- **Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique,**
- **Mesdames et Messieurs les membres du Corps Diplomatique,**

Les effets de la crise pour la majorité de nos pays devraient, me semble-t-il, nous conduire à un double constat :

- D'une part, il ne fait pas de doute que la mondialisation sans frein de ces dernières années est à l'origine des dérèglements que nous connaissons actuellement. En donnant libre cours à la spéculation – certains diraient en laissant entrer le renard dans le poulailler – on ne pouvait s'attendre qu'au désordre et à l'anarchie. Il faudra donc réintroduire dans le système économique et financier mondial une dose suffisante de régulation, sans pour autant revenir au protectionnisme.
- D'autre part, il est désormais évident que les relations économiques entre Etats, qu'ils soient riches ou pauvres, ne peuvent reposer uniquement sur la loi du profit. A moins de considérer les Objectifs du Millénaire pour le Développement comme caducs et les négociations qui se poursuivent au G8 et au G20 comme dépassées, la communauté internationale ne peut renier les engagements qu'elle a pris envers les pays du Sud. La solidarité entre les nations doit demeurer l'un des principes fondamentaux de la société humaine, conformément à l'esprit de la Charte des Nations Unies.

- **Mesdames et Messieurs les membres du Corps Diplomatique,**

Le moment est maintenant venu pour moi de réitérer à votre Doyen mes remerciements pour les vœux aimables qu'il m'a adressés en votre nom et pour ses encouragements auxquels je suis sensible.

A mon tour, je vous serais obligé de transmettre ceux que je forme à l'endroit des hautes autorités que vous représentez.

Pour vous-mêmes, vos familles et vos proches, je forme les souhaits les plus sincères de bonheur, de santé et de succès.

Je vous remercie de votre aimable attention.